

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

Objet du groupement : Maintenance et hébergement d'une application de gestion informatisée des marchés publics

Article 8 du Code des marchés publics

Table des matières

Article I. OBJET DE LA CONVENTION	3
Article II. MEMBRES DU GROUPEMENT	3
Article III. NATURE DU GROUPEMENT	4
Article IV. LE COORDONNATEUR	4
4.01 Désignation du coordonnateur	4
4.02 Missions du coordonnateur	4
Article V. OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT	6
Article VI. DEFINITION DES BESOINS	6
Article VII. COMITE DE PILOTAGE	7
Article VIII. DUREE	7
Article IX. PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS	8
Article X. DISPOSITIONS FINANCIERES	8
10.01 Répartition des dépenses liées au marché	8
10.02 Participation aux frais de coordination	9
Article XI. ENTREE ET SORTIE DU GROUPEMENT	9
11.01 Adhésion au groupement	9
11.02 Sortie et dissolution du groupement	9
(a) 11.02-1 – Retrait intervenant avant la signature du marché :	9
(b) 11.02-2- Retrait intervenant après la signature du marché :	10
(c) 11.02-3- Résiliation :	10
Article XII. MODIFICATION	10
Article XIII. PROPRIETE	10
Article XIV. ACTIONS JURIDICTIONNELLES	11
DECOMPOSITION DU COUT DE COORDINATION	12

PREAMBULE

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin et les communes d'Aubignan, Caromb, Malaucène, Mazan, Sarrians et Venasque se sont équipées conjointement, en 2009 d'un logiciel de gestion des marchés publics, par la voie du groupement de commande.

Le marché initial prévoyait, outre l'acquisition des licences ou droits d'utilisation, et de formations à l'utilisation de l'outil, sa maintenance et son hébergement informatique pour une durée de quatre ans.

Le marché conclu par le groupement a pris fin en décembre 2013.

Il convient de conclure un nouveau marché portant sur la maintenance, l'assistance et l'hébergement de l'application, ainsi que l'acquisition d'éventuelles nouvelles licences ou journées de formation, pour permettre une adaptation de l'outil à l'évolution des services utilisateurs.

Les parties ont donc convenu de se réunir à nouveau au sein d'un groupement de commande pour la passation du ou des marchés nécessaires à la poursuite de l'utilisation de cet outil informatique, en commun.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article I. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commande en vue de la passation d'un marché portant à titre principal sur la maintenance et l'hébergement de l'application de gestion informatisée des marchés publics LIA, éditée par ORDIGES, ainsi que la possibilité de commander de nouveaux accès, des journées de formations, et toutes les prestations accessoires à l'utilisation de cet outil informatique.

Article II. MEMBRES DU GROUPEMENT

Sont membres du présent groupement :

- la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (CoVe)
- la commune d'Aubignan
- la commune de Malaucène
- la commune de Mazan
- la commune de Sarrians.

Les assemblées délibérantes des membres désignés ci-dessus ont approuvé :

- l'adhésion de leur personne morale au groupement de commande créé par la présente convention ;
- les termes de la présente convention par délibérations en date du :
 - o du Conseil de Communauté de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin
 - o du Conseil municipal de la Commune d'Aubignan
 - o du Conseil municipal de la Commune de Malaucène

- o du Conseil municipal de la Commune de Mazan
- o du Conseil municipal de la Commune de Sarrians

Article III. NATURE DU GROUPEMENT

Le présent groupement est constitué entre les personnes morales de droit public susvisées, selon la formule dite « intégrée » conformément aux dispositions de l'article 8, VII, 2° du Code des marchés publics.

En conséquence, le coordonnateur du groupement assure la coordination de la passation de la procédure, puis signe, notifie et exécute le marché au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Article IV. LE COORDONNATEUR

4.01 Désignation du coordonnateur

La CoVe est désignée comme coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

Elle est chargée, à ce titre, d'organiser l'ensemble des opérations nécessaires à la satisfaction du besoin, de signer et de notifier le(s) marché(s) ayant pour objet de répondre au besoin décrit à l'article 1 de la présente convention.

Le représentant du coordonnateur du présent groupement est : Monsieur le Président de la CoVe.

4.02 Missions du coordonnateur

Dans le respect du code des marchés publics, les missions du coordonnateur sont les suivantes:

Conclure le marché au nom du groupement :

- recenser et définir les besoins,
- choisir et conduire la procédure de passation du marché,
Etant précisé que, pour des raisons tenant à la protection de droits d'exclusivité, la conclusion du nouveau marché ne sera pas précédée d'une procédure de mise en concurrence, mais d'une négociation directe avec le fournisseur du logiciel.
- élaborer les pièces contractuelles, à partir des éléments fournis par les membres du groupement
- faire valider ces documents par les membres du groupement ;
- analyser l'offre du fournisseur ;
- mener les négociations avec le fournisseur éditeur du logiciel ;
- s'assurer du respect de ses obligations par le fournisseur en application de l'article 46 du Code des marchés publics ;
- signer le marché pour l'ensemble du groupement. (Le coordonnateur signe un marché unique au nom de l'ensemble du groupement) ;

- Notifier le marché au cocontractant ;

Le coordonnateur transmettra aux membres du groupement un exemplaire des pièces du marché ainsi conclu.

Exécuter le marché au nom de l'ensemble du groupement :

- Formaliser les commandes auprès du titulaire ;
- Vérifier les situations de paiement et les mandater ;
- Prononcer l'admission des prestations ;
- Mettre en œuvre la garantie, si nécessaire ;
- Procéder au suivi contractuel du marché ;
- Appliquer les pénalités éventuelles ;
- Instruire et conclure les avenants éventuels au marché. A cet égard, il est précisé que tout avenant au marché fera l'objet d'une concertation préalable ente les membres du groupement, ou tout au moins, une simple information pour les modifications qui n'impactent qu'un seul des membres du groupement.
- Gérer le précontentieux, le contentieux et éventuellement le règlement amiable des litiges intéressant l'ensemble des membres du groupement relatifs à l'exécution du ou des marché(s) ;
- Prononcer, le cas échéant, la résiliation du ou des marché(s).

Précisions sur les modalités d'exécution du marché conclu par le groupement

Dans le cadre de l'exécution du marché conclu par le groupement, la répartition des tâches est arrêtée de la manière suivante :

- Les prestations de maintenance et d'hébergement font l'objet d'une commande unique, commune à l'ensemble des membres du groupement, formalisée par le coordonnateur.
- En ce qui concerne les éventuelles commandes d'accès supplémentaires, de modules supplémentaires, de formations, de prestations diverses de type paramétrage, assistance, etc., le fonctionnement suivant est arrêté :
 - ⇒ Chaque membre du groupement détermine ses besoins propres et l'étendue de sa commande, qu'il communique au coordonnateur.
 - ⇒ Le coordonnateur formalise la commande auprès du fournisseur et en assure le paiement.
 - ⇒ Le coordonnateur recouvre le montant de la commande auprès du membre du groupement concerné.
- Chacun des membres informera le coordonnateur de toute anomalie ou non-conformité dans les fournitures livrées ou les prestations exécutées ou tout dysfonctionnement constaté dans le cadre de l'exécution du marché. De même, il informe le coordonnateur de toute modification envisagée dans les conditions d'exécution, a fortiori si celles-ci ont un impact sur les conditions contractuelles nécessitant la conclusion d'un avenant au marché.

- A l'issue de chaque commande ponctuelle, concernant l'un des membres du groupement ou certains d'entre eux, hors prestations communes de maintenance et d'hébergement (jours de formation par exemple), le coordonnateur considérera que les prestations ou les fournitures sont admises par le membre du groupement concerné, si celui-ci ne s'est pas manifesté à l'issue du délai contractuel d'admission tacite.

Reconduction des marchés pluriannuels :

- En cas de conclusion d'un marché pluriannuel, reconductible, le membre du groupement qui envisage de ne pas reconduire le marché en avise le coordonnateur par courrier recommandé avec accusé de réception et copie aux autres membres du groupement, dans un délai minimum de quatre mois avant le terme annuel dudit marché. Il est alors fait application des dispositions relatives au retrait d'un membre, décrites à l'article 11.02-2.
- En l'absence d'une telle notification intervenue dans les délais, le coordonnateur procède à la reconduction du marché au nom du groupement.

Article V. OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Le groupement de commandes est constitué par les parties désignées à l'article II. Celles-ci sont dénommées « membres » du groupement de commandes et sont signataires de la présente convention.

Chaque membre du groupement s'engage par son représentant à :

- prendre connaissance et valider les pièces composant le projet de contrat à conclure avec le titulaire (offre de prix, conditions contractuelles...) ;
- Faire connaître au coordonnateur ses besoins occasionnels, autres que les prestations communes de maintenance et d'hébergement ;
A cet égard, chaque membre du groupement s'efforcera de faire connaître au coordonnateur ses besoins prévisionnels le plus en amont possible et notamment, sauf besoins urgents non prévisibles, en amont de la préparation budgétaire de la collectivité, afin que le coordonnateur provisionne budgétairement les sommes nécessaires qu'il avancera auprès du fournisseur.
- assurer le remboursement de la part lui incombant sur les dépenses effectuées par le coordonnateur auprès du titulaire ;
- faire connaître au coordonnateur dans les meilleurs délais
 - toute décision de rejet d'une prestation exécutée ou d'une fourniture livrée par le titulaire du marché,
 - tout retard dans l'exécution de ses obligations par le titulaire du marché,
 - et plus généralement, tout dysfonctionnement, anomalie, ou litige né à l'occasion de l'exécution du ou des marchés.

Article VI. DEFINITION DES BESOINS

Les parties au groupement décident de se coordonner pour la passation et la conclusion de l'ensemble des marchés nécessaires à la poursuite de l'utilisation de l'outil informatique dont

elles se sont pourvues ensemble, à savoir le logiciel LIA®, édité par la société ORDIGES France, à savoir :

- La maintenance corrective et évolutive de l'application ;
- L'assistance à son utilisation ;
- L'hébergement extérieur de l'application ;
- L'acquisition de nouvelles licences ou droits d'accès pour de nouveaux utilisateurs,
- La réalisation de nouvelles journées de formation à l'utilisation de l'application,
- L'acquisition du matériel éventuellement nécessaire à l'utilisation de l'application.

Le marché conclu par le groupement sera fractionné à bons de commande, dans les conditions édictées à l'article 77 du Code des marchés publics. Les commandes seront réalisées au fur et à mesure de la survenance des besoins. Les membres du groupement resteront libres de déterminer l'étendue de leurs commandes éventuelles en matière de licences/accès, de matériel ou de journées de formation.

Le groupement pourra conclure un ou d'autres marchés portant sur le même objet s'ils s'avéraient nécessaires, éventuellement sous forme de marché complémentaire, à condition qu'ils soient conclus avant le terme du premier marché passé dans le cadre de la présente convention.

Article VII. COMITE DE PILOTAGE

Un comité de pilotage d'évaluation, comprenant l'ensemble des membres du groupement, sera chargé du bon fonctionnement et du suivi du ou des marchés(s).

Il se réunira annuellement, afin de procéder à une évaluation régulière et aux mesures correctives éventuellement nécessaires, et chaque fois que nécessaire.

Article VIII. DUREE

Le groupement de commandes est réputé constitué une fois la présente convention signée par ses membres, et transmise au contrôle de légalité pour être exécutoire.

Il prendra fin après l'exécution complète du ou des marchés, objet du groupement, reconductions comprises, et ce jusqu'à la fin des missions du coordonnateur.

En cas de résiliation anticipée du marché conclu par le groupement pour quelque motif que ce soit, le groupement pourra procéder à la conclusion d'un nouveau marché répondant aux mêmes besoins, après accord écrit de chaque représentant des membres du groupement tel qu'il est constitué à ce moment.

La conclusion d'un nouveau marché dans ces conditions, est autorisée même en cas de retrait de l'un des membres du groupement. Ainsi, le retrait de l'un des membres du groupement n'entraîne pas nécessairement la déchéance du groupement (Cf. Art. XIII – Entrée et sortie du groupement).

Article IX. PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS

Le groupement de commande se constitue en application de l'article 8 du code des marchés publics.

La procédure de passation sera choisie en application des règles du Code des marchés publics applicables aux pouvoirs adjudicateurs.

Selon les besoins exprimés, il sera établi un ou des marchés regroupant les besoins des membres. Le ou les marchés seront signés et notifiés par le coordonnateur.

En outre, le(s) marché(s) pourra (pourront) être négocié(s) sans publicité préalable ni mise en concurrence, dans les conditions de l'article 35, II, 8° du Code des marchés publics, avec l'opérateur économique unique auquel le marché peut être confié, pour des raisons techniques et tendant à la protection de droits d'exclusivité.

En effet, seul l'éditeur du logiciel est techniquement et juridiquement en mesure d'en assurer sa maintenance et de pourvoir à la fourniture de licences supplémentaires ou de formation à son utilisation.

Article X. DISPOSITIONS FINANCIERES

10.01 Répartition des dépenses liées au marché

Les membres du groupement s'entendent sur la répartition suivante des coûts :

☐ Maintenance de l'application :

Le montant global sera réparti entre les membres du groupement selon le prorata suivant :

- CoVe : 3 accès
- Communes : 1 accès chacune.

☐ Hébergement de l'application :

Le montant global sera réparti entre les membres du groupement selon le prorata suivant :

- CoVe : 3 accès
- Communes : 1 accès chacune.

☐ Assistance à l'utilisation de l'application :

- Payé au réel, pour la quantité d'heures d'assistance consommée.

☐ Acquisition de licences, droits d'accès, matériel et autres fournitures :

- à hauteur des commandes de chacun.

☐ Formations à l'utilisation de l'application :

- Payé à hauteur des journées commandées ou, en cas de participation conjointe aux sessions de formation, au prorata du nombre de personnes y participant.

10.02 Participation aux frais de coordination

Les frais liés à la conclusion du ou des marché(s) et à la coordination de leur exécution supportés par le coordonnateur sont partagés selon la répartition financière jointe à la présente convention.

Le coordonnateur adressera une demande de remboursement chiffrée et détaillée.

Article XI. ENTREE ET SORTIE DU GROUPEMENT

11.01 Adhésion au groupement

Chaque membre adhère au groupement de commandes par la signature de la présente convention, par son représentant y étant dûment habilité.

Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

L'adhésion d'un nouvel adhérent ne peut être réalisée qu'à l'occasion de la passation d'un avenant à la présente convention.

11.02 Sortie et dissolution du groupement

Les membres du groupement ne pourront se retirer de celui-ci que dans les conditions ci-après décrites.

(a) 11.02-1 – Retrait intervenant avant la signature du marché :

Les membres du groupement, à l'exception du coordonnateur, peuvent se retirer du groupement avant la signature de tout marché par le groupement.

Ce retrait est notifié par le membre du groupement par courrier recommandé avec accusé de réception au coordonnateur, avec copie aux autres membres du groupement. La notification ne vaut que si elle est antérieure à la signature du marché par le coordonnateur.

Le membre démissionnaire s'acquitte cependant de ses obligations au titre du partage des frais de coordination tels qu'ils sont définis dans le tableau joint en annexe à la présente convention.

Dans cette hypothèse, le coordonnateur déterminera, après consultation des membres du groupement restant, des suites à donner à la procédure après retrait de l'un des membres.

Le groupement pourra procéder :

- soit à la poursuite de la conclusion du nouveau marché,
- soit à la résiliation du groupement et de la présente convention.

(b) 11.02-2- Retrait intervenant après la signature du marché :

Après signature d'un ou plusieurs marchés par le groupement, à travers son coordonnateur, les membres du groupement ne sont autorisés à se retirer de la présente convention que dans des circonstances exceptionnelles et justifiées et répondant à un motif d'intérêt général.

Le retrait devra être notifié au coordonnateur par courrier recommandé avec accusé de réception et copie aux autres membres du groupement.

Le retrait ne prendra effet qu'à la fin du marché en cours (à l'échéance annuelle en cas de marché reconductible) et à condition d'avoir été notifiée au coordonnateur au minimum quatre mois avant cette échéance annuelle.

En outre, le membre du groupement qui se retire dans ces conditions demeure tenu de ses obligations au titre de la présente convention, ainsi qu'au titre du ou des marchés conclus. En conséquence, il assume la charge financière :

- des frais de coordination tels qu'ils ressortent du tableau annexé à la présente,
- des commandes minimales auxquelles il s'est engagé au titre du marché en cours.

(c) 11.02-3- Résiliation :

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord, par délibérations concordantes de l'ensemble des membres du groupement.

La disparition du groupement entraîne la résiliation des marchés conclus par celui-ci.

La résiliation du marché est notifiée au titulaire par le coordonnateur.

Article XII. MODIFICATION

Toute modification à la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par l'ensemble des membres du groupement, sans qu'il puisse être porté atteinte à son objet.

Les délibérations des assemblées délibérantes des membres du groupement sont notifiées au coordonnateur. La modification ne prendra effet que lorsque l'ensemble des membres du groupement aura approuvé les modifications.

Article XIII. PROPRIETE

Dès lors qu'une acquisition effectuée dans le cadre du groupement confère à son acheteur un droit de propriété, matériel ou immatériel, chaque entité membre du groupement en sera titulaire comme suit :

- En ce qui concerne la propriété de biens immatériels, les membres du groupement en seront propriétaires chacun pour la totalité.

En outre, il est expressément prévu que chacun des membres du groupement pourra à tout moment reprendre au sein de la base de données commune, les données qui le concerne.

- En ce qui concerne les droits de propriété acquis sur les biens matériels (fournitures), chaque membre du groupement est propriétaire de sa propre commande.

Article XIV. ACTIONS JURIDICTIONNELLES

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort du Tribunal Administratif de Nîmes.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

S'agissant des litiges opposant le groupement à tout requérant avant la notification des marchés, le coordonnateur est habilité à agir en justice.

S'agissant des litiges opposant le groupement au(x) titulaire(s) du(des) marché(s), après leur notification, chacun des membres du groupement sera habilité à agir en justice pour les griefs auxquels il est partie.

Fait en 5 exemplaires.

À Carpentras, le.....

MEMBRES DU GROUPEMENT	SIGNATURE
M. Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin	
M. / Mme Maire de la Commune de	
M. / Mme Maire de la Commune de	
M. / Mme Maire de la Commune de	
M. / Mme Maire de la Commune de	

**ANNEXE FINANCIERE :
DECOMPOSITION DU COUT DE COORDINATION**

NATURE DES MISSIONS	Quantité en nombre de jour
I. Préparation du projet	
Préparation du groupement (réunions, compte-rendu...)	0,5
Formalisation de la convention constitutive du groupement de commande et des projets de délibération	1
SOUS-TOTAL	1,5
II. Conclusion du marché	
Analyse de l'offre et négociation avec le titulaire sur les conditions contractuelles	1
Formalisation des pièces contractuelles du marché	1
Notification du marché, vérification de la régularité fiscale et sociale.	0,5
SOUS-TOTAL	2,5
III. Suivi de l'exécution	
Mandatement des paiements, vérification des factures	1
Suivi contractuel et aléas : suivi de la prestation, avenants éventuels, pénalités éventuelles, bilan annuel	1
SOUS-TOTAL pour une année de suivi	2
SOUS-TOTAL pour les 4 ans du marché à conclure	8
TOTAL GENERAL EN NOMBRE DE JOURS	12 (24 demi-journées)
Coût ½ journée*	112,00 €
MONTANT TOTAL DE LA COORDINATION	2 688,00 €

REPARTITION ENTRE LES MEMBRES DU GROUPEMENT		
	Nombre de parts / accès	Montant à charge
Ensemble groupement	7	2 688,00 €
Part de chaque commune	1	384,00 €
Part de la COVE	3	1 152,00 €